



Le 21 mai 2013

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Huit entreprises du secteur de l'énergie lancent un appel aux dirigeants de l'UE en faveur d'une redynamisation de la politique énergétique

Les PDG de huit entreprises européennes du secteur de l'énergie (Fulvio CONTI, Gertjan LANKHORST, Gérard MESTRALLET, Ignacio GALAN, Paolo SCARONI, Peter TERIUM, Johannes TEYSSEN, Rafael VILLASECA MARCO¹) ont attiré l'attention des dirigeants de l'UE sur la nécessité urgente de prendre à bras le corps la situation difficile à laquelle est confronté le secteur européen de l'énergie.

Lors d'une réunion à Bruxelles, à la veille de la réunion du conseil européen consacrée à l'énergie et à la fraude fiscale le 22 mai 2013, ces huit sociétés énergétiques ont convenu dans une déclaration commune de souligner la gravité des difficultés actuelles auxquelles le secteur doit faire face et de proposer des mesures appropriées. À l'évidence, le manque actuel de visibilité sur les politiques énergétiques et les incertitudes en matière de réglementation entraîneront inévitablement la raréfaction des investissements dans le secteur de l'énergie, avec des retombées négatives sur la sécurité de l'approvisionnement, l'emploi et la relance de l'économie européenne. La poursuite du statu quo n'est tout simplement pas envisageable.

Les signataires restent déterminés à soutenir l'ambition de l'UE de parvenir à une politique énergétique fondée sur les principes de la concurrence, de la sécurité des approvisionnements et du développement durable, et ils adhèrent pleinement à la nécessité de libéraliser les marchés de l'énergie. Nous estimons que chacun de ces éléments est une condition préalable à une politique énergétique concurrentielle pour les clients industriels et les citoyens. Toutefois, la réalité à laquelle chacune des entreprises énergétiques a dû faire face ces dernières années est que l'UE et certaines politiques nationales de l'énergie n'ont pas apporté tous les avantages escomptés. Concrètement, les entreprises européennes du secteur de l'énergie sont au cœur de la tourmente, dans une situation qui d'une part menace la sécurité de l'approvisionnement et la transformation vers une économie à faible émission de carbone et d'autre part compromet leur capacité à attirer les capitaux.

Toutefois, il n'est pas trop tard pour que, à travers une approche redynamisée, l'UE assure aux citoyens européens des prix concurrentiels et un approvisionnement sécurisé de l'énergie. Prises simultanément, ces mesures serviraient à restaurer la confiance des entreprises du secteur de l'énergie dans l'attractivité du marché européen de l'énergie. Il est absolument crucial qu'une telle redynamisation de l'approche de l'UE continue d'appuyer les efforts engagés en matière de changement climatique, et repose sur les nouveaux éléments suivants :

1. Une conception du marché améliorée, notamment une approche coordonnée au niveau européen à l'égard de mécanismes de capacité assurant une rémunération équitable de l'ensemble des actifs contribuant à la sécurité de l'approvisionnement des clients européens.
2. Un marché européen du carbone qui soit en mesure de soutenir des technologies favorables au climat et à travers lesquelles des perspectives fiables sont apportées, notamment en fixant des objectifs ambitieux mais réalistes en matière d'émission de gaz à effet de serre après 2020.
3. Une approche plus durable de la promotion des sources d'énergie renouvelable, afin de réduire les coûts pour les citoyens et de favoriser une plus grande convergence entre les États membres.

¹ Représentant les entreprises du secteur de l'énergie suivantes : ENEL, GASTERRA, GDF SUEZ, IBERDROLA, ENI, RWE, E.ON, GASNATURAL FENOSA.

4. Un renforcement des grands axes d'une politique de déclenchement des investissements dans les technologies prometteuses, telles que le stockage de l'énergie, les nouvelles énergies renouvelables, le captage et le stockage du carbone, les réseaux et compteurs intelligents et le gaz de schiste.

Les dirigeants des huit entreprises du secteur de l'énergie ont de fortes attentes à l'égard des responsables politiques de l'UE, pour que ceux-ci prennent la mesure de la situation critique à laquelle le secteur de l'énergie est confronté. Il appartient également à ces dirigeants de définir de nouvelles orientations de politique publique fondées sur les éléments figurant dans la déclaration commune, axés sur la contribution apportée par les investissements dans le secteur de l'énergie, non seulement par l'approvisionnement sécurisé et efficace des produits, mais également par la création d'emplois et la relance efficace de l'économie.

À propos de GDF SUEZ

GDF SUEZ inscrit la croissance responsable au cœur de ses métiers (électricité, gaz naturel, services) pour relever les grands enjeux énergétiques et environnementaux : répondre aux besoins en énergie, assurer la sécurité d'approvisionnement, lutter contre les changements climatiques et optimiser l'utilisation des ressources. Le Groupe propose des solutions innovantes aux particuliers, aux villes et aux entreprises en s'appuyant sur un portefeuille d'approvisionnement diversifié, un parc de production électrique flexible et performant, et une expertise unique dans quatre secteurs clés : le gaz naturel liquéfié, les services à l'efficacité énergétique, la production indépendante d'électricité et les services à l'environnement. GDF SUEZ compte 219 300 employés dans le monde entier et a réalisé un chiffre d'affaires de 97 milliards d'euros en 2012. Coté à Paris, Bruxelles et Luxembourg, GDF SUEZ est représenté dans les principaux indices internationaux : CAC 40, BEL 20, DJ Euro Stoxx 50, Euronext 100, FTSE Eurotop 100, MSCI Europe, ASPI Eurozone, Vigeo World 120, Vigeo Europe 120 et Vigeo France 20.

Contacts avec la presse :

Tél. France : +33 (0)1 44 22 24 35
Tél. Belgique : +32 2 510 76 70
E-mail : gdfsuezpress@gdfsuez.com



Contacts pour les relations avec les investisseurs :

Tél. : +33 (0)1 44 22 66 29
E-Mail : ir@gdfsuez.com